

M. Lewis: Monsieur l'Orateur, j'invoque le Règlement. Peu importe quel verset de la Bible le ministre peut citer, mais il pourrait également lire Shakespeare et apprendre que le mal que les hommes font ne meurt pas avec eux, sauf...

M. l'Orateur: A l'ordre. Si le député veut invoquer le Règlement, il pourrait peut-être en révéler le motif. Évidemment, nous n'avancions à rien.

M. Lewis: Ce que je voulais dire, monsieur l'Orateur, c'est que lorsque nous posons une question au ministre, il peut faire ses mots d'esprit s'il le veut...

Une voix: Règlement.

M. Lewis: ... mais il devrait également tenter de répondre aux questions même si comme le ministre l'a dit avec suffisance, il est sérieux.

M. l'Orateur: A l'ordre. La parole est au député de Peace River.

* * *

LES ÉLECTIONS

LE BILL RELATIF AUX DÉPENSES ÉLECTORALES—LA PRÉSENTATION

M. G. W. Baldwin (Peace River): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au premier ministre suppléant ou au leader suppléant du gouvernement. Étant donné que le premier ministre a hier révélé de façon délibérée les dispositions d'un projet de loi concernant les dépenses électorales qui vient d'obtenir l'approbation du cabinet, peut-il nous dire quand nous pourrions en prendre connaissance? Comme le premier ministre a dit dernièrement que le bill ne serait pas présenté, car il prendrait trop de temps durant la présente session, peut-il dire à la Chambre combien de temps le gouvernement entend consacrer à l'étude de ce projet de loi?

L'hon. Arthur Laing (premier ministre suppléant): Monsieur l'Orateur, le premier ministre a laissé entendre hier soir, je crois, lors d'un discours que le gouvernement avait l'intention de présenter un bill portant sur les dépenses électorales. Il n'a donné aucune sorte de précisions. Je suppose que ce bill sera présenté à la Chambre au cours de la semaine prochaine.

M. Baldwin: Le premier ministre suppléant pourrait-il se renseigner et informer bientôt la Chambre du temps qu'on sera censé prendre pour faire adopter ce bill, vu la déclaration du premier ministre, et nous dire si cette mesure aura préséance sur le projet de loi concernant les investissements étrangers?

L'hon. M. Laing: Monsieur l'Orateur, le temps qu'il faudrait pour adopter ce bill dépendrait, à mon avis, des députés d'en face.

M. l'Orateur: A l'ordre, s'il vous plaît. Je reconnais qu'il reste des questions supplémentaires qui font suite à la question précédente. Je croyais que le député de Peace River posait une question supplémentaire. Avant de revenir au sujet précédent, la présidence donnera la parole au député de Compton.

[M. l'Orateur.]

LE COMMERCE EXTÉRIEUR

LA VISITE D'INDUSTRIELS JAPONAIS—ON DEMANDE DE FACILITER LEUR RENCONTRE AVEC LES HOMMES D'AFFAIRES CANADIENS

[Français]

M. Henry Latulippe (Compton): Monsieur le président, je désire poser une question à l'honorable ministre de l'Industrie et du Commerce.

Étant donné qu'un groupe de citoyens japonais visitent présentement les villes canadiennes, en vue d'acheter des produits canadiens ou d'étudier la possibilité de s'associer à des firmes canadiennes et de mettre au point certains produits qu'ils destineraient au marché, le ministre a-t-il l'intention de recourir à un mode de publicité qui permettrait aux hommes d'affaires canadiens de rencontrer ces industriels japonais?

L'hon. Jean-Luc Pepin (ministre de l'Industrie et du Commerce): Monsieur le président, les dirigeants de trois grandes sociétés commerçantes japonaises ont jusqu'à maintenant visité le Canada et rencontré des industriels avec lesquels ils espèrent faire du commerce. Je ne pense pas que la population en général soit particulièrement intéressée à rencontrer ces commerçants, mais s'il y a des industriels qui n'ont pas été contactés, ils n'ont qu'à avvertir mon ministère et nous ferons l'impossible pour les accommoder. C'est d'ailleurs ce qui se fait présentement.

[Traduction]

LES DÉBOUCHÉS NÉGLIGÉS EN TCHÉCOSLOVAQUIE—LES CRITIQUES ET LES MESURES ENVISAGÉES

M. H. W. Danforth (Kent-Essex): Monsieur l'Orateur, il s'agit d'un nouveau sujet. J'aimerais interroger le ministre de l'Industrie et du Commerce au sujet des critiques formulées par des représentants de la Tchécoslovaquie et selon lesquelles les Canadiens manqueraient du dynamisme nécessaire pour réussir à vendre sur le marché tchécoslovaque. Le ministre dirait-il si d'autres pays nous ont fait les mêmes critiques et si le ministère a pris des mesures immédiatement pour corriger cette situation très grave?

• (1130)

L'hon. Jean-Luc Pepin (ministre de l'Industrie et du Commerce): Monsieur l'Orateur, dans le domaine de la publicité, la perfection n'est jamais atteinte. On fait souvent ce genre d'observation, et je m'y suis parfois laissé aller moi-même. Quant à la Tchécoslovaquie—j'ai cru comprendre que le député voulait parler de la Tchécoslovaquie—70 p. 100 du commerce de ce pays se fait avec les autres pays socialistes. D'après le plan quinquennal, un peu moins de 50 p. 100 du commerce de la Tchécoslovaquie sera orienté dans cette direction, ce qui laisse peu de place aux pays occidentaux industrialisés. Nous faisons de notre mieux pour faire valoir les produits canadiens dans ce pays plus spécialement au moyen des nouvelles mesures de promotion annoncées récemment. Si le député a des suggestions à faire, je les examinerai bien volontiers.

M. Danforth: Le gouvernement ayant pour politique d'envoyer des représentants et des exposants aux foires commerciales et la Tchécoslovaquie ayant fait savoir qu'elle souhaite accueillir une exposition de l'industrie canadienne, va-t-on envisager d'appliquer cette même politique à la Tchécoslovaquie?